

A reproduire et
distribuer sans
vergogne !

Le journal qui n'a pas été remanié...

Réalisé avec
un logiciel libre !

Agenda

Lundi 15 novembre 2010 :

- Parution du journal Racailles numéro 59.
- Action de blocage à 17h30, rdv place Bouchard. A l'appel de l'AGIL et de l'AG étudiante relayant l'appel de la réunion des AG interprofessionnelles de Tours

Mardi 16 :

- AG étudiante à 10h amphi Tocqueville (campus 1).
- Action des personnels du CHU à l'appel de leur intersyndicale, 8h au bâtiment vestiaire.
- Réunion de la caisse de grève pour les précaires de l'Education nationale à 18h amphi Tocqueville (campus 1).
- Réunion pour la création d'un comité de soutien aux inculpés du convoi de l'enfer à 18h au bar de la fac (arrêt de tram place de la mare).

Mercredi 17 :

- Réunion hebdo de rédaction du journal Racailles - 18h30 pétantes - Bar de la Fac (BDF, rue du Gaillon - arrêt place de la Mare).
- Venez nous proposer des idées, articles, chroniques, dessins, aide pour la mise en page/en ligne, etc etc !
- Projection débat sur le monde des cheminots à 20h30 au Lux. Projection du film "Cheminots".
- Réunion mensuelle d'Attac ouverte à tous et toutes à 20h30 - Maison des Solidarités (51 quai de Juillet).

Jeudi 18 :

- Rassemblement à l'appel de l'intersyndicale de 12h à 14h devant le siège de MALAKOFF MEDERIC (1 rue Grusse à Caen - près du nouveau palais de justice).
- Projection débat sur la Palestine à 20 h 30 au Café des Images : « Fix me » en présence du réalisateur Raed Andoni.

Vendredi 19 :

- 13h30 : RDV au Phénix (arrêt de tram université) pour une action au CA de l'université.
- 14h : rassemblement pour la défense du spectacle vivant devant la préfecture.

Samedi 20 :

- 35^{ème} anniversaire de la mort de Franco !

Dimanche 21 :

- Journée internationale de la TV, pensez à l'éteindre !

Lundi 22 novembre :

- Terry Gilliam a 70 ans !!! Sacré Terry !

Mardi 23 :

- Manifestation contre la réforme des retraites, rdv à 10h place saint Pierre.
- 14 h Phénix : action à l'appel de l'AG étudiante.
- Ciné-débat autour du film "La fin de la pauvreté" avec David Eloy, rédacteur en chef de la revue Altermondes à 20h. au Café des Images à Hérouville

Mercredi 24 :

- Réunion hebdo de rédaction du journal Racailles - 18h30 pétantes - Bar de la Fac (BDF, rue du Gaillon - arrêt place de la Mare).
- Venez nous proposer des idées, articles, chroniques, dessins, aide pour la mise en page/en ligne, etc etc !

Jeudi 25 :

- 13h : AG étudiante amphi Tocqueville.

Vendredi 26 :

- À la Sainte-Delphine souvent il vente et pleuvine.

Samedi 27 :

- Rassemblement des femmes en noir de 15 à 16h devant l'ancienne CCI.
- 8 heures pour la Palestine à la Salle des fêtes à Mondeville de 16h à minuit.

Dimanche 28 :

- Il y a 3 ans, Fred Chichin retrouvait Marcia Baila.

Lundi 29 novembre :

- Parution du journal Racailles numéro 60.

plus de dates sur
www.resistances-caen.org

Le gouvernement nouveau est arrivé !!!

Et il est
dégueulasse, comme
le dernier...

Il a un goût amer...

...J'ai comme
l'impression de
m'être fait baiser...Tu verras, on finit
par s'y habituer !Otages
depuis
1279
jours

Racaileries :

• **Remaniement** : Les centristes Borloo et Morin virés, les africaines Rama Yade et Fadela Amara virées, Sarko a vraiment décidé de s'ancrer très, très à droite

• **Train nucléaire 1** : Les CRS qui accompagnaient le train auraient été irradiés, en effet, on aurait détecté une once d'intelligence dans leur regard après cette mission, ce qui semble pour le moins inédit et effroyable.

• **Gueule de bois** : Fillon de nouveau premier ministre. Borloo, dégoûté, a déjà liquidé un tiers du Beaujolais nouveau qui sort jeudi prochain.

• **Train nucléaire 2** : La SNCF porte plainte contre le blocage du convoi nucléaire. Ah la la, et dire que dans soixante ans ils devront encore s'excuser et reconnaître leurs torts pour cela. Il feraient mieux de retirer immédiatement cette plainte !

• **Ulcère** : Le nouveau gouvernement c'est comme le beaujolais nouveau: c'est pas joli, ça pue, ça pique et on finit toujours avec un arrière-goût dégueulasse dans la gorge.

• **Tain nucléaire 3** : Le nucléaire n'ique l'air, les glaires et rend eunuque, c'est clair ?

• **Air Sarko One**: C'est comme pour les voitures. Plus c'est gros, plus ça pollue, plus c'est cher, plus c'est pour compenser un problème de taille.

"[Ce gouvernement] est totalement révolutionnaire"
"On fait un tour complet à 360°"
Christine Lagarde, ministre d'Etat.

EDITO

C'est dans les premiers frissons de cette mi-automne que Racailles sort en pleine forme. Enfin en pleine forme, tout de même un peu groggy avec ces manifestations sous l'eau, ses blocages au petit matin, on en passe et des meilleurs et un gros week-end de 5 jours. C'est vrai que c'est déjà une première partie de saison bien chargée. Le dossier épineux des retraites, et cette réforme complètement con qui passe, alors qu'une grande part du peuple français n'en voulait pas. Alors en plus, ce week-end avec le remaniement ministériel, on en a encore pris plein les mirettes. Avec Sarkozy, c'est bien le mouvement de la rupture et du renouveau...hahaha, voyez vous même. Un "nouveau" gouvernement avec un ex-nouveau-ancien premier ministre qui fait une petite tour sur lui même et revient. Avec quasi les mêmes ministres qui changent justes de place. Moins d'ouverture, et même d'ailleurs un bon resserrement sur le centre droit et surtout des nouveaux, et attention les yeux, du nouveau vieux de la vieille:

Xavier Bertrand et...et Alain Juppé. On a quand même l'impression qu'on a pas encore fini de lutter, et de redoubler d'efforts avec un gouvernement comme ça pour encore au moins un an et demi.

Sinon, le journal Racailles change aussi, en faisant un grand tour à 360°, mais cette fois c'est pas un retour au point de départ, c'est une révolution. Car oui, on passe à 12 pages et ce grâce au nombre toujours en augmentation de notre équipe. D'ailleurs, si vous voulez venir nous voir et que vous avez la plume qui vous agite...y a de la place!

Jean-Louis B., Nanard K., Rama Y., Fadela A., Véver M. et toute l'équipe du journal.

Envoyez vos contributions :
red-racailles@no-log.org



INFOS / LUTTES LOCALES

Retour sur les précédentes semaines :



Que s'est-il passé ces trois dernières semaines, c'est à dire depuis la dernière publication de notre canard boiteux ? Et bien tout d'abord les médias ont continué de dire que le mouvement s'essouffait, comme ils l'ont fait avant même que la contestation ne s'affirme réellement début octobre ! Voici vite fait ce qu'il s'est passé dans la rue, sur les piquets de grève, lors des blocages...

L'intersyndic



Vu à la manif du 6/11 malgré le temps chagrin...

A l'heure où l'ancien numéro de Racailles paraissait avait lieu un rassemblement au théâtre en fin de journée (26/10) rassemblant 600 personnes avec un petit défilé en centre-ville. Deux jours après la grande manif a rempli les rues avec 20 à 25 000 personnes. Déjà le spectre d'une adoption de la loi et la frilosité de certaines centrales syndicales à amplifier encore le mouvement

semble avoir refroidi quelques manifestants et grévistes. Et puis une fois le micmac parlementaire fait, la mobilisation s'est faite encore un peu moins grande : 150 au théâtre le 04/11 et 15 000 dans la rue le 06/11 (malgré une météo d'extrême droite) ; un cortège où ça sentait malheureusement la fin... jusqu'à la prochaine !

Action sur le péage de Dozulé le 1er novembre 2010

A l'appel de l'AG intercatégorielle de lutte et de l'AG étudiante, une soixantaine de personnes se sont données rendez vous au parcotrain en début d'après midi. Destination : le péage de Dozulé. L'idée est d'arriver par la route venant de Cabourg afin de se garer au plus près de la gare de péage. Vers 14h30, les voitures se garent non loin du péage. C'est au pas de course que la fin du trajet se fait. Rapidement, les barrières sont immobilisées par plusieurs personnes. Les employés du péage préviennent leur hiérarchie qui décide de faire lever l'ensemble des barrières. Les militants se mettent ensuite au niveau des barrières et distribuent des tracts appelant à la solidarité financière envers les secteurs en lutte. Dans l'ensemble, l'action se passe bien malgré quelques automobilistes énervés.

A 15h30, les militants qui étaient du côté Province-Paris, dans un mouvement de panique, préviennent que les gendarmes sont de plus en plus pressant. Du coup, tout le monde quitte les lieux mais sans trop savoir ce qui se passe. Regroupés à côté des cabines de péage, les militants réfléchissent à la suite de l'action. Certains sont partisans de la continuer, d'autres estiment que le but a été atteint. C'est cette dernière proposition qui fait l'unanimité et à 15h40, les militants quittent les lieux. Revenus à leurs voitures, ils reprennent la direction de Caen en évitant de prendre les grands axes.

1 691,37€ ont été récoltés durant cette action. L'argent sera reversé à la caisse de solidarité des cheminots de Caen et aux grévistes de la raffinerie du Havre.



Car[-]piquet de grèves

Comme la présence policière commençait vraiment à bloquer les blocages du dépôt d'essence, d'autres actions de blocage économiques furent menées. Tout d'abord à Carpiquet les 26 et 27 octobre avec pour cible la Zone d'Activité Commerciale sur laquelle se trouve la plateforme logistique LCM qui approvisionne les magasins du groupe Carrefour. A partir de 22h près de 200 personnes se sont rassemblées, improvisant des feux de pneus et palettes pour des discussions chaleureuses ! Le blocus a ainsi

tenu toute la nuit aux deux extrémités de la ZAC et jusqu'en milieu d'après-midi. Lors du départ, plusieurs manifestants ont été interpellés alors qu'ils regagnaient le périph avec leurs voitures. Deux d'entre eux, placés en garde à vue jusqu'au lendemain, se sont vus notifier amendes et retraits de permis provisoires. Au final, malgré l'impacte mitigé de l'action, elle a su montrer la motivation des troupes et, tout comme d'autres piquets, a constitué un espace de rencontres et d'échanges.



Ahh !... La chaleur des piquets de grève...

Blocage du centre routier



Action de blocage : la volaille parque les manifestants en batterie.

L'action semblait sympa : arriver à Mondeville un matin et empêcher les camions de partir. Le problème c'est qu'une fois de plus les keufs se sont invités à la partie. Résultat : syndiqués, étudiants, précaires, tous se sont retrouvés bredouilles pour un blocage économique. Après un retour à la maison des syndicats et un vote improvisé en faveur du blocage de Mondeville 2, le groupe bien matinal

s'est retrouvé sans syndiqués (soit une centaine de personnes) à aller bloquer le centre commercial. Mais les condés n'ont pas eu de mal à les retrouver et une course poursuite rapide mais dangereuse s'est faite dans tous les sens. Au final de la traque policière tout le monde s'est retrouvé dans les filets pour un contrôle d'identité puis relâché. En somme un bon coup de pression mais aucune poursuite...



INFOS / LUTTES LOCALES



Retour sur les précédentes semaines :

A la fac

Le mouvement étudiant n'a pas réussi à prendre l'ampleur qu'il a pu connaître les dernières années contre les réformes universitaires. Si quelques AG ont pu remplir la grande Halle des sports, les débats se sont majoritairement concentrés sur POUR ou CONTRE le blocage de l'université (avec la présence en force des anti-blocage, dont des étudiants de droit et de médecine). Bloquée le 25/10, le vote du déblocage s'est fait le 02/11. Plusieurs actions «étudiantes» se greffant aux actions appelées par l'AG intercatégorielle de lutte ont été menées sans non plus rassembler plus de quelques centaines de personnes. Parmi celles-ci on peut citer le blocage du centre Leclerc le 28/10 ou une action péage gratuit sur l'A13 à Dozulé le 01/11. Un nouveau vote en faveur d'un blocage de l'université a eu lieu le 08/11 par une poignée de participants à l'AG (182 POUR et 154 CONTRE). L'absence d'effectifs n'a pas permis de bloquer tous les bâtiments prévus. Il faut dire qu'un tel vote avec si peu



Vote du déblocage de l'université lors de l'AG étudiante du 2/11.



Dernier live de Police à l'université le 9/11...

de participants est inédit sur la fac et pose (même pour certains militants) la question de l'utilité de ce type d'action si elle n'est pas appuyée par un nombre conséquent

de personnes. Car si les gens ne prennent même pas le temps d'aller en AG, à qui le blocage permettra-t-il de militer plutôt que

d'aller en cours ? Ce que d'autres appellent un « manque de légitimité », la présidente – la très PS Travers – n'a pas manqué de s'en servir à coups de communiqués et d'annonces aux médias, faisant ensuite intervenir les flics pour débloquent par la force les locaux, créant un précédent dangereux et scandaleux à ce choix de la force et la répression. Par cela, elle marque ainsi une continuité dans l'ouverture du campus aux contrôles policiers. Au final, que ce soit à Caen comme dans la plupart des autres facs, les tentatives de soutien par la jeunesse du mouvement contre les retraites (et derrière lui bien plus) n'ont pas pris à la fac. De quoi s'inquiéter pour les capacités de réflexion et de mobilisation estudiantines pour les prochaines années. Car si on passe sa vie d'étudiant à seulement étudier, on loupe le principal !

Le lycéens, eux, n'ont pas réussi à se remobiliser une fois les vacances terminées. L'absence de coordination et surtout l'autoritarisme et la répression dont ont fait preuve nombre de directions d'établissements, mais parfois même certains profs ont tué dans l'oeuf les espoirs de remobilisation.

L'intersynteuf



Silence. Silence. Silence. Faites du BRUIT !!!

Pas habituel que la Mairie – même PS – laisse un lieu pour un soutien à un mouvement social. Après un petit tour de passe-passe c'est pourtant ce qui a permis d'organiser une soirée bien sympa au Cargô le 05/11 dans le but de

récolter un peu de tunes pour les caisses de grève. Résultat : plusieurs milliers d'euros et une motivation ambiante qui laisse présager des mobilisations qui chantent (et pas que) !



Tu es étudiant, salarié, chômeur, précaire, patron, avec ou sans papiers, fonctionnaire de police, citoyen-relais etc... le journal Racailles a besoin de toi pour « LA CAUSE », pour conquérir et faire rire les foules sentimentales (qui ont soif d'idéal), pour imposer nos dogmes...

Le journal Racailles recherche des écrivains, des dessinateurs, des graphistes, des infographistes, des webmasters, des preneurs de son et d'image, des preneurs d'otages, des négriers, des vendeurs à la criée, des informateurs bien placés, des reporters, des philosophes, des sociologues, des littérateurs, des historiens, des blagueurs, des comiques, des prostituées, des victimes de génocide... afin de contribuer à la continuité de notre prose acerbe et visqueuse sur divers médias : papier, internet, radio, télé...

Racailles est un journal en perpétuelle création, ouvert à toutes idées et propositions que vous nous apporterez, c'est une tribune libre que tout le monde peut et doit s'approprier !

Alors toi aussi tu penses qu'il faut l'ouvrir pour ne pas se laisser manger ? Et bien rallie-toi à nous,, résiste, et viens prouver que tu existes ! Car ce n'est pas parce qu'on a rien à dire qu'il faut fermer sa gueule !

Racailles kesako ?!

Racailles est un journal hebdomadaire, satirique et politique à caractère subversif, se faisant l'accompagnateur des luttes sociales. Racailles c'est un esprit libertaire visant à parler et à rire de tout, à lever des tabous, mais visant aussi à construire, à proposer et véhiculer des idées alternatives sur la société dans laquelle nous évoluons. Racailles est un journal pirate ne demandant l'avis de personne sur ce qu'il publie. Racailles est un fanzine clandestin, issu d'un collectif non officiel de personnes (et non d'une association) se vendant à prix libre, à la criée, ou dans des lieux de dépôt officiels. Il est aussi téléchargeable gratuitement sur le net.

Enfin et surtout, Racailles se veut une espèce de pseudo-média alternos, local et national, apportant un discours différent des médias vendus-bourgeois traditionnels. Le nom de ce journal est issu d'une fameuse et non moins fumeuse phrase d'un certain ministre de l'intérieur en 2005. Au XIXème siècle, pour les gouvernants bourgeois, il y avait « la canaille » (plèbe dangereuse, déviante et socialisante), désormais il y a « la racaille », et nous nous sommes réappropriés ce terme voulant incarner ce dont les gouvernements successifs souhaiteraient se débarrasser !

**Nous appelons
tous les secteurs
ou travailleurs
mobilisés à
nous contacter
ou nous envoyer
des infos sur les
luttes dans leurs
boîtes sur ce
mail :**

**red-
racailles@no-
log.org**

**Nous nous
empresserons
de les relayer.**



INFOS / LUTTES ANTINUCLÉAIRES

Retour sur le passage du train de l'enfer :



Train Castor ? Ça Pollux ?

Vendredi 5 novembre 2010, 11 conteneurs "CASTOR" remportaient en Allemagne des déchets hautement radioactifs qui avaient été retraits à la Hague (Manche).

Il s'agissait du transport le plus radioactif qui ait jamais eu lieu à ce jour. Ce transport concentre au moins deux fois plus de radioactivité que le total des pollutions radioactives émises par la catastrophe de Tchernobyl !

Grâce à l'intervention d'un député allemand, le Réseau "Sortir du nucléaire" a pu obtenir du Ministère de l'environnement de Basse-Saxe (Allemagne) l'inventaire officiel de radioactivité de ce transport. Il s'élève à 3917.4 péta becquerels (Pbq). C'est-à-dire 3917.4 millions de milliards de becquerels. À quoi comparer un montant aussi élevé de radioactivité ? Selon une étude du Ministère de l'Énergie des États-Unis, la radioactivité émise lors de l'accident de Tchernobyl représente 1900 péta becquerels [1]. Le « train d'enfer » concentre donc, à lui seul, une radioactivité plus de deux fois supérieure à la radioactivité émise lors de la plus grave catastrophe nucléaire connue à ce jour : Tchernobyl !

Pourtant, Areva est quasiment déchargée de toute responsabilité

Si par malheur un accident, une erreur humaine ou un attentat survenait sur ce convoi, une vaste zone serait rendue

inhabitable pour des générations. Mais la responsabilité financière maximale d'Areva serait limitée à 22,9 millions d'euros [2]. Qui peut croire qu'un accident impliquant une telle radioactivité coûterait aussi peu ? Si la radioactivité de ce transport se dispersait, Areva serait quasiment déchargée de toute responsabilité.

Ce transport roulera donc sans assurance réelle. L'industrie nucléaire fonctionne grâce à un régime dérogatoire permanent, offert par l'État sans aucune consultation démocratique, au risque de contaminer l'Europe pour des dizaines de milliers d'années ! L'exploitant nucléaire n'assume pas ses responsabilités. Dès lors, on comprend mieux pourquoi l'électricité produite par les réacteurs nucléaires PARAÎT économiquement compétitive.

La « transparence » du nucléaire français a montré, une fois de plus, ses limites.

En s'appuyant sur la loi sur la transparence en matière nucléaire (dite loi TSN), le Réseau "Sortir du nucléaire" a écrit à Areva et à l'Autorité de Sécurité Nucléaire (ASN) pour connaître le niveau de radioactivité contenu dans ce convoi. Mais à ce jour, ni l'ASN ni Areva n'ont répondu, et seules les autorités allemandes ont pu fournir ces informations. D'autre part, Areva n'a même pas daigné



notifier ce transport à l'ASN. Pourtant, légalement, l'expéditeur est soumis à une obligation de notification d'expédition pour ce type de transport, à l'ASN ainsi qu'au Ministère de l'Intérieur avec copie au transporteur. Cette notification doit leur parvenir dans un délai de sept jours ouvrables avant l'expédition. Or l'ASN, contactée le 26 octobre, affirmait ne pas

avoir reçu cette notification de la part d'Areva. L'ASN, qui est censée être le gendarme du nucléaire, n'est même pas capable de se faire respecter par l'industrie nucléaire française. Dans ces conditions, comment croire à son indépendance et à sa capacité à tirer la sonnette d'alarme en cas de grave problème ? Source : Réseau sortir du nucléaire.

« Ils ont trouvé la voie ! »

Mobilisation antinucléaire HISTORIQUE pendant 5 jours, entre la France et l'Allemagne, pour dénoncer l'impasse des déchets nucléaires.



Appel à la création d'un comité de soutien pour les inculpés du GANVA :

Afin de soutenir les inculpés du GANVA face à la répression qui s'abat sur eux. Un appel à soutien a été lancé et prévoit la création d'un comité de soutien le mardi 16 novembre à 18h au Bar de la Fac rue du gaillon. Le but sera certainement d'organiser des concerts, des projections, des ventes de produits solidaires, des collectes de sous pour aider à payer les potentielles amendes... voire d'organiser des manifestations de soutien en marge du procès, venez nombreux !

Sinon vous pouvez envoyer vos dons, tout soutien financier est le bienvenu :

chèque à l'ordre de l'APSAJ - Association Pour la Solidarité et l'Aide Juridique
APSAJ
6 cours des alliés
35000 - Rennes

Code IBAN : FR76 4255 9000 5541 0200 1473 207
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Le passage du "train d'enfer" a été marqué par une mobilisation massive des deux côtés de la frontière.

En France, de nombreux groupes et associations ont manifesté leur refus du nucléaire et de ses déchets dangereux. En Allemagne, la population a massivement rappelé au gouvernement Merkel que la sortie du nucléaire restait d'actualité et que la durée de vie des centrales nucléaires ne devait pas être prolongée.

Le train a également été retardé à de nombreuses reprises, par un blocage du GANVA à Caen, et par de nombreux blocages en Allemagne : plus de cinquante mille manifestants sur les voies et les routes.

Parmi eux, de nombreux « lockages » sur les voies, des agriculteurs bloquant les ronds-points avec leur tracteur, des camions empêchant le transport des conteneurs de se poursuivre par la route... Le train a mis environ 90 heures pour arriver à son terme, c'est un record de durée. La mobilisation est historique et les partisans de la reprise du nucléaire ont du souci à se faire en Allemagne.

Et, même si ce transport a été marqué par différentes violences policières, en France comme en Allemagne, il aura surtout porté un coup massif à l'industrie nucléaire grâce à une mobilisation franco-allemande sans précédent.



INFOS / LUTTES ANTINUCLEAIRES

Suite du retour sur le passage du train de l'enfer :



A CAEN :

A Caen, avait lieu un rassemblement à la gare de Caen à l'appel de plusieurs organisations et partis politiques. Environ 200 personnes se sont mobilisées pour s'opposer au nucléaire et à l'industrie de mort qu'il traîne derrière lui. Des banderoles contre l'EPR et le transport de déchets nucléaires ont été déployées. De nombreux militants avaient dans l'idée d'envahir les voies attenantes à la gare afin de stopper le convoi. Malheureusement pour eux, les forces de l'ordre, équipées/casquées, bloquaient tous les accès. Ces dernières se sont vues affublées de nombreux autocollants anti-nucléaires sur leurs boucliers lors des confrontations avec les manifestants.

C'est alors qu'une militante a pris la parole dans la gare pour annoncer qu'une dizaine de courageux militants étaient parvenus à bloquer le convoi en s'enchaînant à la voie en amont de Caen, près du parc expo, au grand désespoir des forces de police étonnées par cette annonce. Les opposants au nucléaire se sont alors empressés de rejoindre leurs camarades pour les soutenir. Les voies ont été obstruées par divers objets afin de ralentir davantage le convoi, les forces de l'ordre, très à la peine et désorganisées, sont arrivées tout juste afin d'empêcher la jonction entre manifestants et bloqueurs. Tout le monde s'est fait refouler loin des voies afin de ne rien voir ni entendre, même les journalistes, dans un premier temps. Les CRS accompagnant le convoi arrivèrent enfin tout haletants de leur course sur le ballast.

Ils ont alors déployé de grandes bâches bleues afin de cacher le spectacle de leur violence aux témoins présents.

En effet, ces sous-hommes brutaux et barbares ont été particulièrement violents dans la désincarcération des militants enchaînés à la voie, pourtant déclarés non-violents. Trois des cinq personnes entravées ont été sérieusement blessées : deux ont été gravement brûlés au troisième degré, l'un devant subir une opération de greffe de peau à la main, et le dernier a eu deux tendons de la main sectionnés par la meuleuse thermique. Ce dernier a été opéré dès le lendemain matin et est donc entré en garde à vue le dimanche, seul. Ces cas de blessures sont inédites sur ce genre d'opération. On doute de leur formation à cela, surtout en regard des méthodes employées par les flics allemands. Certainement s'agit-il d'une façon de dissuader la contestation à la toute puissance nucléaire. Mais une fois de plus, on constate une bavure des forces de l'ordre, bavures de plus en plus fréquentes en France et de plus en plus assumées. En tous les cas, le mode opératoire employé est scandaleux et dénoncé par l'ensemble des militants nucléaires. Une plainte contre X a d'ailleurs été déposée par les membres du GANVA. La répression s'abat donc doublement sur le GANVA, puisque 7 interpellations sont à déplorer dont les trois blessés de l'action. Ces sept personnes ont subi une garde à vue de 24 heures et sont sous le coup d'un processus de contrôle judiciaire. C'est à dire qu'elles doivent déposer une caution de 16 500 euros sous huit jours sous peine d'être placées en détention jusqu'à la date de leur procès (qui aura lieu le mercredi 8 Décembre à 14H00 - Venez nombreux). Ce qui représente une marque d'acharnement supplémentaire de la prétendue justice.

En soutien, de nombreuses personnes se sont massées successivement



devant les grilles du commissariat pendant l'intégralité de la garde à vue, notamment le samedi 6 après la manif contre les retraites ou une partie du cortège est venue scander « libérez nos camarades ! » rue Thibout de la Fresnaye. Les interpellés ont finalement été relâchés devant le palais de justice le samedi 6 vers 20H.

L'action a occasionné l'arrêt du convoi pendant 3h30

Le dispositif utilisé pour provoquer l'arrêt du train a permis l'installation du blocage en toute sécurité. De ce point de vue, cette action est une réussite.

La SNCF a porté plainte pour entrave à la circulation, mais n'est étrangement pas mise en cause pour « transports de déchets mortels hautement radioactifs pouvant anéantir toute forme de vie sur la superficie d'une région entière pendant de nombreuses décennies en cas d'accident ou d'attaque terroriste ». Le parquet semble vouloir charger la barque de la répression, ce qui montre bien que la France tient à préserver son leadership du nucléaire malgré l'archaïsme futuriste de cette science non-maîtrisée et malgré le fait que la sortie du nucléaire est tout à fait possible techniquement ! Il s'agit seulement d'une volonté politique !

Entretien exclusif avec une future disculpée du blocage du convoi nucléaire pour Gorleben :

Racailles : Bonjour, euh, nous t'appellerons XY, alors XY, pourquoi as-tu participé à cette action ?

XY : Pour faire en sorte que ce train ne passe pas inaperçu comme tous les autres, et afin que la connaissance de cette action permette de créer une prise de conscience des risques encourus par la population et l'environnement par le passage du train.

J'ai eu aussi le mince espoir que les médias, en les interpellant de cette façon, diffusent correctement l'information et recréent du débat sur la question du nucléaire au sein de la population.

Nous revendiquons aussi le fait que l'état prenne ses responsabilités par rapport au nucléaire.

On nous parle de sécurité à tort et à travers, la sécurité des français, mais, étrangement, on n'applique pas la sécurité de la population dans ce cas précis, il s'agit donc d'un stratagème politique et non pas de la bienveillance de la part de l'état.

La preuve, il y a un jugement, et si l'on était dans un pays bienveillant envers sa population, on aurait pas à être jugé. Ce serait plutôt AREVA, la SNCF et l'état sur les bancs du tribunal.

Nous n'avons pas à subir les conséquences d'un danger, d'un risque émis par ces trois entités.

R : Es-tu satisfaite du déroulement de l'action ?

XY : Ab-so-lu-ment !

Dans le moindre de ses détails ! Tout s'est passé comme prévu et c'est très sereinement que nous sommes arrivés sur la voie, sachant que le train était stoppé et à notre vue. Nous étions en sécurité sur la voie.

Par contre, une fois que les CRS sont

intervenus, on se sentait beaucoup moins en sécurité.

Et encore, on avait pas correctement jaugé leur pouvoir de nuisance parce qu'on n'aurait jamais imaginé qu'il puisse y avoir des blessés.

R : Penses-tu concrètement que cela change quelque chose pour l'opinion publique ?

XY : Pas trop d'illusions la dessus, le cirque médiatique reprend sa place, et des choses plus futiles ont pris la place de ces événements dans l'actualité. Cette actualité est déjà balayée pour beaucoup. C'est malheureux, mais le débat sur le nucléaire en France n'a encore jamais eu lieu.

R : Comment envisages-tu la suite des événements, le procès... ?

XY : De façon assez obscure, là on voit que le procureur cherche à nous nuire, refusant que l'on dépose notre caution en chèque hier, invoquant une autre forme de paiement, il a refusé d'attester auprès de l'avocat que l'on avait apporté l'argent, cherche à ce qu'on subisse les conséquences les plus graves pour cette action. Est-ce que ce sont les seules possibilités de nuisances à sa portée, ou est-ce que cela nous donne un avant goût de ce qu'il va se passer au procès ? On s'interroge la dessus.

On risque 3200 euros d'amende et 6 mois de prison ferme pour le pénal, et pour le civil, l'ensemble des dédommagements que demandera la SNCF...

R : Penses-tu que le procès puisse avoir une répercussion forte au sein de l'opinion publique ?

XY : S'il y a une répercussion forte, je pense que ça n'ira pas dans notre sens, c'est à dire qu'on



aura été sévèrement sanctionné pour que l'opinion en prenne conscience. Que cette histoire fasse impression sur les gens. Je redoute que si l'information passe, c'est seulement parce qu'il y a de l'événement autour de cette affaire, du scandale, et non pas du débat sérieux dans l'opinion publique, malheureusement. Mais on peut l'espérer tout de même. On peut espérer en revanche que les journaux militants et alternatifs (comme le votre) feront ce travail de fond. C'est aussi un débat autour de la nature de la justice en France, de la liberté de s'exprimer librement, puisque si nous sommes condamnés, cela démontrera bien qu'il en est

fini de la liberté d'expression, de la liberté individuelle, et que nous sommes sous le joug d'un état excessif.

R : Merci pour cette interview, une question drôle pour conserver notre ligne éditoriale, tu préfères des oranges ou des pommes si tu vas en taule ?

XY : Les oranges sont plus vitaminées mais en même temps les pommes c'est local.

Entretien réalisé par XX pour le journal Racailles et l'AP2R

Dossier nouvelles lois sécuritaires

Loppsi, le pack répressif tout compris.

Par Igmack Arthur

Vous avez toujours les chiasses de la délinquance et l'insécurité ? Pas de panique : la droite décomplexée [et la gauche de droite] ont toujours une solution dès qu'il s'agit de sécurité. Malgré l'effet catastrophique des multiples lois, leur caractère antisocial, répressif, populiste voire fascisant, le pouvoir en remet une couche pour tenter de sauver la face, surtout dans des temps difficiles ou électoraux. Entre bricolage politique et arme libérale – et liberticide – de contrôle social, décryptage de la dernière née : « LOPPSI ».

Une nouvelle loi.

LOPPSI ou **LOPPSI 2** c'est un énième projet de loi sécuritaire. Il devrait prendre la place de sa grande sœur **LOPSI - loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure** – adoptée en juillet 2002 et servant de première réponse législative à l'élection de Chirac comme « Président de tous les Français ». Inutile d'ailleurs de rappeler qui était son Sinistre de l'Intérieur... A l'époque, la loi mit en place le Conseil de sécurité intérieure afin de faciliter l'orientation vers le tout sécuritaire ; les partenariats public-privé furent encouragés et la surveillance informatique largement facilitée ; le tout s'accompagnant d'une accentuation des fichages de toutes sortes.

Le nouveau sarko-projet **LOPPSI - Loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure** – va largement plus loin et touche

de multiples domaines : sécurité routière, surveillance et contrôle informatique et de l'internet, vidéosurveillance, fichiers policiers, renseignements, écoutes téléphoniques, couvre-feu pour les mineurs et contrats de responsabilité parentale, ... L'intimité, c'est donc cela qu'ils détestent ! Ne pas savoir ce que vous pensez, où vous êtes, avec qui et à faire quoi. Et la subversion ? Horreur suprême : pour l'Etat nous sommes tous des terroristes potentiels. Ils se doivent de nous protéger contre nous-mêmes, ou contre toi lecteur... Le privé en général, nos dirigeants libéraux aiment ça : entreprises, services, armées... ils privatisent tout ! Mais quand c'est la vie qui est « privée », ça coince... Approuvé par le Parlement en première lecture, le projet de loi Loppsi doit revenir à l'Assemblée le 22 novembre et au Sénat le 13 décembre.

Souriez, vous êtes filmés sous tous les angles !

Avec plus de 25 millions de caméras dans leur pays, les britanniques vous le diront : *être filmé plus de 300 fois par jour, c'est le bonheur ! Et en plus ça fait régner la sécurité.* Sarkozy semble avoir pris la plaisanterie au premier degré : « *je suis très impressionné par l'efficacité de la police britannique* » a-t-il affirmé en juillet 2007. Depuis 25 000 caméras supplémentaires sont installées chaque année en France et l'objectif est toujours d'en tripler le nombre entre 2007 et 2011 (passer de 340 000 à plus d'un million). Même la sémantique apporte ses merveilles à cet effort : on ne parle plus de *vidéosurveillance* mais de *vidéoprotection* !

La loi continue d'encourager cette politique et fixe pour objectif de faire passer le nombre de caméras présentes sur la voie publique de 60 000 à 200 000 d'ici 2013. Les images pourront être conservées durant un

mois et les Préfets les utiliseront pour surveiller les grandes manifestations publiques. L'installation des caméras reste sous la volonté et l'autorité des élus locaux. Mais pas de panique : si la droite adore déjà ces gadgets, le PS n'est pas le dernier à approuver les caméras. A Paris, Delanoë vient d'obtenir le prix Orwell localités 2009 aux *Big Brother Awards* pour son ambitieux « plan de vidéoprotection pour Paris » et à Lyon Collomb a fait passer le nombre de caméras sur la voie publique de 59 en 2001 à 219 en 2009.

A Caen, le réseau Twisto, la fac, la gare et les services publics sont les principaux lieux d'installation de caméras. Le Collectif de Réappropriation de l'Espace Public (CREP) tente d'en dresser une cartographie (<http://ablogm.com/crep/>).

Si seulement l'internet pouvait se verrouiller.

Après Hadopi [lire notre article sur Hadopi] et autres lois visant à réguler l'internet, la Loppsi renforce des bases dangereuses vers une surveillance et un contrôle total du web. C'est d'ailleurs l'un des points qui semble le plus inquiétant pour les usagers internautes. Sous couvert de lutte contre la pédophilie (qui est bien sûr à combattre) et la cybercriminalité, c'est une police numérique qui se met progressivement en place. Sarkozy n'a cessé de répéter qu'il fallait « réguler internet, en corriger les excès et les dérives » et des méthodes poussées de filtrages ont été développées. Des tests sur ces mécanismes pour filtrer le web ont déjà été menés en Allemagne et la Société civile des producteurs phonographiques (SCPP) a confirmé que ces tests sont efficaces à 100%.

L'Etat dressera une liste noire de sites à bloquer. Dans un souci permanent de transparence et de contrôle citoyen, ... (ça c'est une petite blague) ... cette liste ne sera pas rendue publique et les fournisseurs d'accès à l'internet (FAI) seront tenus de les bloquer. Certaines adresses IP (la carte d'identité numérique de votre ordinateur) seront filtrées, désignées par arrêté du ministère de l'intérieur, c'est à dire qu'à terme ils pourront cibler qui peut accéder à de l'information et en publier et qui ne le pourra pas. Et pour mettre en pratique tout cet arsenal, la police pourra utiliser tout moyen (physiquement ou à distance) pour s'introduire dans des ordinateurs sans le consentement des propriétaires et en extraire

des données dans diverses affaires, allant de crimes graves (pédophilie, meurtre, etc.) au trafic d'armes, de stupéfiants, au blanchiment d'argent, et même au délit « d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier d'un étranger en France commis en bande organisée ». Enfin, l'usurpation d'identité sur l'internet devient un délit (un an de prison et 15 000 euros d'amende). Prochaine étape : l'anonymat ?

Il s'agit bien d'un prétexte pour mieux contrôler de ce qu'il se dit sur la Toile. Comme toujours, ces mesures ne tarderont pas à se généraliser et seront au fur et à mesure appliquées à l'ensemble de la population pour encadrer la liberté d'expression dans sa globalité. Il est ainsi envisageable de voir ces procédés appliqués pour, par exemple, des injures envers le chef de l'Etat, voire pour des opinions politiques... La France pourrait franchir dans les jours qui viennent une étape supplémentaire dans la surveillance des conditions d'utilisation de l'internet. Un projet de décret organisant les moyens de sécurisation a été rédigé par le ministère de la Culture et notifié à la Commission européenne. L'objectif est de renforcer les moyens de protection de l'accès à l'internet soit disant pour lutter contre le téléchargement illégal. Par ailleurs, Kouchner a réuni le 29 octobre dernier une conférence internationale sur la liberté d'expression sur le Net mais réorientée par Sarkozy sur un « *internet civilisé* » !





Jeune : sauvageon délinquant à caractère nuisible.

Les plus grands criminels de nos sociétés sont déjà très dangereux avant 13 ans, tous les plus grands experts en génétique vous le diront. A Nice, Estrosi a toujours une longueur sécuritaire / liberticide d'avance : centaines de caméras, police municipale militarisée, et depuis décembre 2009 couvre-feu pour les mineurs non accompagnés de moins de 13 ans de 23h à 5h et fichage dès la deuxième infraction à cette règle. Même si à cet âge on n'a pas forcément grand chose à faire dehors à cette heure, la mesure a de quoi faire peur. Elle constitue en droit national comme international une attaque contre la liberté fondamentale de circulation, d'aller et venir. Les mesures de couvre-feu, dont le nom est très lourd en significations, furent jadis utilisées durant la guerre d'Algérie et remises au goût du jour

durant les années 90 et surtout lors de la révolte de 2005 dans les quartiers populaires (pour « état d'urgence »). Hortefeux adore et a piqué l'idée à son collègue du Gouvernement. Ainsi la Loppsi prévoit un couvre-feu identique sous l'autorité du Préfet accompagné de sanctions pour les parents, soumis à un contrat de parentalité et une amende pouvant atteindre 450€. En cas de refus la famille perdra ses allocs. Bravo l'accompagnement social et le travail de fond pour sortir les familles les plus en difficulté de la merde. L'État aime décidément sa jeunesse : il la séquestre, il la frappe, il lui supprime ses droits (rappelons-nous de la suppression de la Défenseuse des enfants) et fait tout pour lui garantir l'avenir le plus sombre qui soit.

Casse-toi pov' pauvre.

La campagne d'expulsions de cet été devient permanente grâce à la Loppsi. Gens du voyage, roms, habitants de bidonvilles, de cabanes, de maisons sans permis de construire, de campements, caravanes, roulottes, camions, tipis, yourtes, bagnoles ou éco-constructions. Et de toutes formes d'habitats légers, mobiles et éphémères, tous sont visés car une construction sans permis est "illicite". Cette procédure menace également les squatters : le gouvernement souhaite l'étendre aux occupants de locaux lors de la deuxième lecture à l'Assemblée. Encore une

fois les Préfets gagnent plus de leur pouvoir arbitraire et les juges du domicile, des biens, et la vie familiale et privée iront se faire voir. Cette fois l'argument avancé est un « *risque grave d'atteinte à la salubrité, à la sécurité, à la tranquillité publiques* ». Sanctions prévues : amendes, destruction et réquisition des biens. Mais ce n'est pas en rasant les bidonvilles qu'on les supprime : quand on s'évertue à créer de la misère voilà ce qui arrive. Répression et procédures expéditives n'y changeront rien et c'est la colère qui en ressort grandie !

De l'art de l'infiltration et des grandes Zoreilles.

L'internet ne leur fait pas oublier le travail à l'ancienne cher à l'Élysée. Ainsi nos téléphones ne devraient pas être délaissés. Les portables sont déjà de prodigieux mouchards : ils permettent d'être localisé à n'importe quel moment, écouté en permanence (le téléphone sert de micro même quand il est éteint), etc. Mais ça ils n'en parlent pas trop car le chiffre officiel d'écoutes de communications (appels, SMS, images, mails) est de 20 000 par an. Mais on peut penser que les services de renseignements eux ont bien plus de marges de manœuvre officieuses...

Déjà modifiés par la loi anti-terroriste de janvier 2006, les délais pour les écoutes téléphoniques devraient être étendus. Elles

sont par exemple fixées entre 6 mois et 5 ans dans le domaine bancaire.

Les enquêteurs pourront aussi placer des mouchards sur les ordinateurs et téléphones de suspects. Les données personnelles révélées par ces logiciels espions seraient effacées à la clôture de l'enquête. James Bond serait-il de plus en plus dépassé ? Pour sûr ! Les agents de renseignement pourront témoigner sous une fausse identité et la révélation de leur réelle identité sera sanctionnée. On se demande déjà quel nom prendront nos RG préférés... Hein Cloclo, Dom, Ludo ou Agnès (nos plus fidèles lecteurs) ? Et pour les agents secrets, les vrais, révéler leur identité coûtera 5 ans de prison et 75 000 euros d'amende.

La police bosse trop ?!

Le 4 octobre dernier, Herr Hortefeux a dit que les flics faisaient un peu trop de trucs : « *il y a actuellement un excès de charges indues qui ne correspondent pas à leur corps de métier* ». Il faut comprendre, les pauvres : même chez eux on taille dans les effectifs. On trouve même des comicos où il y a trop de bottins et plus assez de fonctionnaires pour s'en servir sur les gardés à vue. Donc pour éviter que cela ne commence à se voir un peu trop, que la volaille ne piaule sur ses conditions de travail et se rebiffe contre la politique du chiffre. Brice va donc confier une partie du boulot des policiers et des gendarmes aux boîtes de sécurité privées. Quatre groupes de travail sur les tâches indues sont en place à l'Intérieur et bossent sur les amendements du Gouvernement dans la Loppsi.

Certains de ces amendements ont déjà été déposés (voire votés en première lecture). Par exemple, les flics municipaux

pourront avoir de nouvelles missions jusqu'à conférées aux officiers de police judiciaire (OPJ). Ils pourront ainsi faire leurs cowboys de seconde zone et procéder à des fouilles, des contrôles d'identité et des dépistages d'alcoolémie.

Pour les cowboys de troisième zone, ceux dont on cherche encore une activité cérébrale minime, la privatisation des missions de sécurité devrait se développer. Et on commence à le voir dans certaines manif où les flics sont assistés par des boîtes privées. Les agents de sécu devraient passer de 170 000 à 250 000 d'ici 5 ans, soit plus que les effectifs publics de la police et de la gendarmerie. Pour faciliter cela, le statut des entreprises de sécurité devrait être renforcé. Les anciens membres de la police, de la gendarmerie et des services de renseignement de l'État pourront travailler dans ce secteur trois ans après leur départ.



Pot pourri.

Il y a encore pas mal de saloperies dans ce projet de loi. On peut rapidement les évoquer.

Le fichage est encore un peu plus facilité, notamment pour les empreintes génétiques (quasi généralisées pour l'ensemble des enquêtes). Police et gendarmerie pourront croiser les données de leurs nombreux fichiers.

Finies les petites balades dans le panier à salade : le texte prévoit le développement de la visioconférence, notamment pour l'audition de détenus, afin de réduire les coûts de transfert. Elle pourra aussi être utilisée pour tenir des audiences en centre de rétention, afin de mettre les étrangers *nuisibles* et *indésirables* encore plus rapidement dans l'avion. Les Préfets délégués pour la défense et la

sécurité voient leurs zones d'action élargies. Les interdictions de stades non respectées seront sanctionnées jusqu'à un an de prison. Durcissement des peines pour cambriolage ainsi que pour les violences à l'encontre d'une personne vulnérable (sept ans d'emprisonnement, voire dix ans, en cas de vol aggravé).

Et puis pour finir il y a toutes ces mesurette faites pour répondre à une actualité dont tout le monde se fout et qui ne seront jamais appliquées comme par exemple l'interdiction de distribuer de l'argent à des fins publicitaires (six mois d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende). Dommage que cela ne s'applique pas à des fins politiques, n'est-ce pas M. Dassault ?



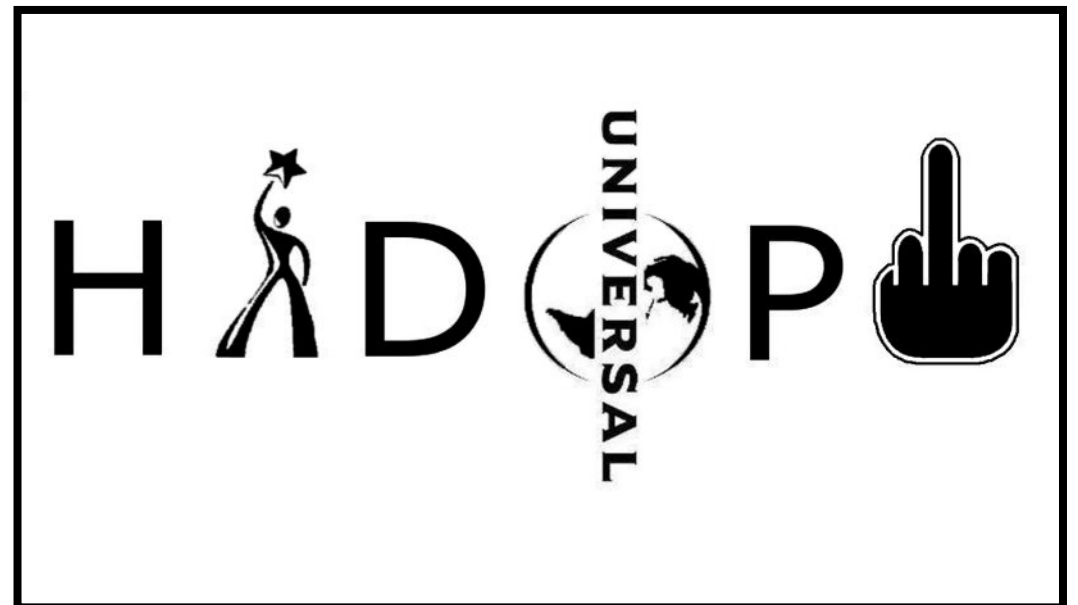
Hadopi : ou l'art de faire barrage aux canaux du Savoir en acteur de l'innovation en matière de répression.

Alors certes, au début nous surfions sur "la vague de l'information". Mais goutte par goutte, internaute après internaute, ce n'est maintenant plus une vague mais un "tsunami numérique" qui des flots de données porte la charge de nos rafiots électroniques. Pour de très belles chasses aux trésors...

Pirates Sans Frontières.

Quel bonheur de pouvoir apprendre à loisir et à l'envie, l'Histoire de nos aïeux et de nos contemporains, d'écouter et de voir en aiguisant nos lames ; de comprendre qu'Internet est un souhait de nos âmes. Quelle joie d'apprécier le contexte qui prédestine et conçoit les croisements de nos sillages. En y découvrant l'envers de tant de décors, de théâtres politiques et de farces malines fomentant les sales tempêtes que nous traversons ; non sans périls. Quel plaisir intense, que d'aller chercher encore, jusqu'à rendre l'effort de créer à son tour ; en partenaire conscient, faisant jaillir du partage de nos Savoirs la possibilité de faire plus que la seule survie des idées et de nos mémoires collectives. Le fait de leur permettre de

s'accomplir en les réanimant dans ce qui n'est pas que du divertissement pour matelots solitaires. L'Internet n'appartient pas qu'à ses éventuels exploitants ou concepteurs, mais appartient dans son intégralité à toute l'humanité. La Conscience est Open Source tendance Copyleft et creative commons, les prédateurs-censeurs sont eux d'obédiences copyrights sous couvert de la loge des royalties, d'où une inventivité intellectuelle des plus mesurée. A chacun son parti pris, moi j'ai hissé pavillon noir. A l'assaut cybernétique camarades ! La plus grande des batailles a commencé depuis maintenant bien longtemps - malgré le si jeune âge d'Internet - allons gagner ce front ! S'assurer que personne ne soit perdant.



La Licence Globale ne rapporterait rien à la corruption et la contrefaçon

Avec Internet, les solutions ne manquent pas pour favoriser le développement et l'accès des cultures et de l'Information. Voilà de quoi parfaire quelques connaissances sur le sujet

La Licence Globale

Le principe de la Licence Globale est en substance une possibilité formidable de financer la création culturelle. Là où en France, il y a la redevance audiovisuelle, il n'existe rien de tel pour soutenir le développement du réseau et de ses contenus. Une telle solution est pourtant la plus avantageuse de toutes. Car le principe légaliserait le téléchargement de tout type de données en échange d'un financement universel ou partiel venant s'ajouter aux coûts des forfaits internet. Pour l'année 2007, les estimations de recettes pour la redistribution s'évaluaient entre 500 millions et 1,4 milliard d'euros. Pour un surcoût de 5 euros par abonnement. Ce sont les lobbys français de l'industrie musicale qui ont enterré la proposition. Alors même que le principe de la Licence Globale faisait partie du package DADVSI, sa fonction était alors de s'écraser par les débats faussement public, devant la grandeur du tout répressif, seul système à garantir aux gouvernants que la culture ne vienne troubler les avantages de la corruption qui sait si bien les entretenir.

Il a été à nouveau question du principe de Licence Globale lors des discussions autour d'HADOPI. Mais cette fois par le biais du député Nicolas Dupont-Aignan, les députés de gauche s'étant déclarés pour le principe de la "contribution créative", un autre nom pour la même fonction de rétribution forfaitaire des ayants droits, proportionnelle aux taux de téléchargements de tel ou tel titre. Autant être clair avec vous, lecteurs. Le budget de la culture en France pour l'année 2010 s'élève approximativement à 3 milliards d'euros. Cela signifie donc, que le principe de la Licence Globale, pourrait générer près de 50% du budget alloué chaque année au ministère de la culture, en se référant aux chiffres pour 2007. J'imagine qu'on atteindrait les 60% avec l'augmentation du nombre de vente d'abonnement internet en France sur ces trois dernières années. La Licence Globale premier financeur de la culture en France ?! Alors maintenant, pour combler des petits trous (de budget, bienséance oblige...) le désolateur de la culture apprécierait que nous lui achetions des cartes à 25€ pour acheter 50 titres musicaux, pour se trouver financement et légitimité (on en reparle en détail dans l'article "Musique Libre" à la fin ce même numéro). Tout en se gargarisant de se donner la peine de vendre la fessée aux plus petits resquilleurs. Nous ne lui donnerons ni l'un ni l'autre. Qu'ils ne viennent pas nous dire qu'ils ne peuvent financer la culture française ou le mécénat culturel...

DADVSI

En seulement deux décennies,

l'Internet est donc devenu un outil d'émancipation collectif et global. Il véhicule des possibilités d'apprentissage phénoménales. Malheureusement convoités par ces requins qui après nous avoir tant pillé, reviennent à la charge pour nous bouffer aussi la conscience, dans le cybermonde. Ha saloperie, ça rode autour du rafiote ! Bernard, vite le harpon ! Schplonk ! Si les autres requins s'approchent, profitez-en qu'on fasse quelques réserves. L'embroché là, c'est, Denis Olivernes, l'ancien patron de la FNAC (entre 2003 et 2008, maintenant chef de publication au Nouvel Observateur), qui nous a pondu DADVSI (loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, transposition de l'EUCD pour Directive européenne sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins

Christian Vanneste, celui-là même qui est favorable à la peine de mort pour les terroristes (pas pour les mafieux apparemment) ainsi qu'à la suppression de la taxe audiovisuelle. On comprend mieux pourquoi ces hommes ne supportent pas le concept de la licence globale... C'est aussi monsieur Vanneste qui annonça que l'homosexualité était un danger pour l'avenir de l'humanité (en 2004) : « L'homosexualité est un comportement culturel, acquis, de l'ordre du réflexe [...], mais comme tous les comportements réflexes plutôt négatifs, on peut parfaitement l'inhiber ou le rééduquer. » Vous pouvez transposer le terme « le piratage » à la place d' « homosexualité » et vous avez une belle phrase de fasciste réutilisable à toutes les mauvaises sauces !



HADOPI

L'histoire HADOPI (Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet) est jonchée d'une série d'anecdotes tout à fait remarquables, révélatrice du parti pris par les acteurs politiques qui y sont engagés. A la solde des lobbys puisque le peuple, cet infâme profane, ne rapporte quelque chose que lorsqu'il est vendu. Je vous conseille donc d'aller en quête d'informations sur les sites web suivant : « La Quadrature du net », « PC Impact », « Zataz » et « ZDnet » sont les références actuelles sur le sujet, leurs dossiers fourmillent de détails et établissent l'historique de ces lois dans son intégralité.

En quelque mot, HADOPI est l'armée législative qui manquait à ceux qu'on appelle les « Majors », pour mettre à l'amende ou au cachot les petites gens sans thunes et partageant par convictions. Alors même que des expertises poussées ont prouvé à maintes reprises que le téléchargement dit illégal ne faisait pas perdre d'argent et ne représentait pas un manque à gagner non plus, dans la

mesure où les personnes qui téléchargent, n'ont en grande majorité absolument pas les moyens d'acheter, cela même dans le cadre d'une offre légale déjà abondamment développée. Mieux, on observe que grâce à ce genre de pratique, le téléchargement illégal profite à la vente de produits informatiques et principalement de ses supports numériques (disques durs, clés USB...).

Hadopi est en soit une mesure contre la croissance économique du secteur informatique. C'est davantage sur ce secteur que les lois se feront ressentir à moyen terme. Pour de fausses excuses une industrie en vise une autre. La CNIL a jadis évoqué la chose en « constatant que le seul motif du gouvernement est de préserver les revenus de l'industrie du loisir, elle (la CNIL) déplore le manque d'études démontrant clairement le rôle du partage de fichiers dans la perte de revenus de cette industrie qui est par ailleurs en pleine mutation vers les formats numériques ». Voici pour le volet financier, certes court mais sans langue de bois. Maintenant place au scandale. Je ne m'attarderai pas sur le piratage de la police d'écriture de Wanadoo pour l'écriture du logo Hadopi, ni sur les fausses listes d'artistes engagés aux côtés du projet de Christine Albanel (la ministre portant l'initiative du projet de loi, s'y est tellement emmêlée les pinceaux, qu'il a fallu la remplacer. Par un pédophile...), ou même de vraies listes, pour mettre en avant les copains de l'UMP et faire que les jeunes populaires du parti acceptent la pilule (d'après un sondage des jeunes pop de 2009, ils sont 90% de l'UMP à se déclarer contre Hadopi). Je ne m'attarderai donc pas davantage sur le fiasco total du site jamelesartistes.fr qui coula quelques centaines de milliers d'euros au contribuable pour un nom de domaine acheté sur un an... une véritable escroquerie prise en flagrant délit par les opposants qui rachetèrent le nom de domaine dans la foulée. Allez donc faire un tour sur ce site qui fait lui aussi figure de référence, c'est très fourni, un réel d'infos.

Et je ne reviendrai pas non plus sur la décoration de chevalier des Arts et Lettres que madame Albanel fait tomber juste avant de la placer sur une robe fabuleuse de Kylie Minogue (ou alors juste pour le plaisir). Ni sur les 100 millions d'euros que ça va nous coûter chaque année pour récupérer les listes d'IP chez les fournisseurs d'accès. Ni sur les 180 000 euros que touche le secrétaire général du collège (structure administrative) d'Hadopi pendant 6 ans (ha bah au moins il y en aura un avec des sous pour tout acheter !) Non je ne parlerai pas de cela, je reviens sur l'essentiel. L'inconstitutionnalité d'Hadopi, et ses menaces sur nos libertés durement acquises.

Ce que dit le texte de la loi HADOPI

Article R335-5

I. Constitue une négligence caractérisée, punie de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe, le fait, sans motif légitime, pour la personne titulaire d'un accès à des services de communication au public en ligne, lorsque se trouvent réunies les conditions prévues au II :

1° Soit de ne pas avoir mis en place un moyen de sécurisation de cet accès ;

2° Soit d'avoir manqué de diligence dans la mise en œuvre de ce moyen.

II. Les dispositions du I ne sont applicables que lorsque se trouvent réunies les deux conditions suivantes :

1° En application de l'article L. 331-25 et dans les formes prévues par cet article, le titulaire de l'accès s'est vu recommander par la commission de protection des droits de mettre

en œuvre un moyen de sécurisation de son accès permettant de prévenir le renouvellement d'une utilisation de celui-ci à des fins de reproduction, de représentation ou de mise à disposition ou de communication au public d'œuvres ou d'objets protégés par un droit d'auteur ou par un droit voisin sans l'autorisation des titulaires des droits prévus aux livres Ier et II lorsqu'elle est requise ;

2° Dans l'année suivant la présentation de cette recommandation, cet accès est à nouveau utilisé aux fins mentionnées au 1° du présent II.

III. Les personnes coupables de la contravention définie au I peuvent, en outre, être condamnées à la peine complémentaire de suspension de l'accès à un service de communication au public en ligne pour une durée maximale d'un mois, conformément aux dispositions de l'article L. 335-7-1.

L'obscurantisme en action.

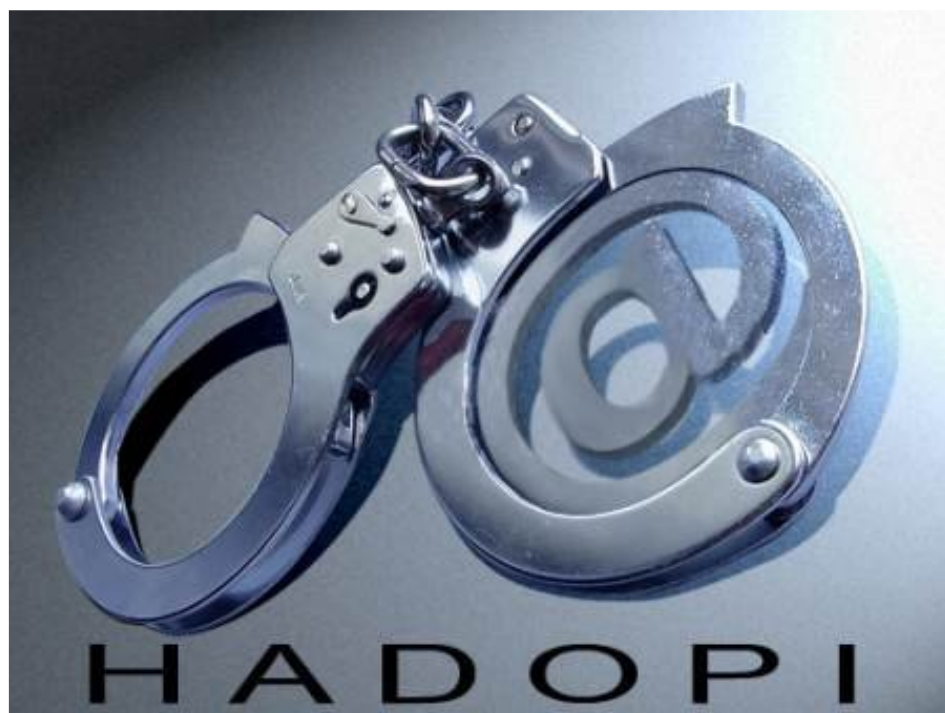
Initialement, Christine Albanel tablait sur 1 000 suppressions de lignes internet par jour (et là c'est la croissance de l'économie numérique qui en prend un grand coup). Le tout en pariant sur l'apparition d'une nouvelle infraction. Il faudra attendre d'être sanctionné pour pouvoir contester, et même en cas d'appel la sanction ne sera pas suspendue. A la botte des majors, il était même prévu que ces fameux ayants droits puissent demander réparation, avant la censure de la proposition. Et il faut dire que côté indépendance, ça jazz fort chez Hadopi, avec des responsables mis en place par décret du Président de la République. C'est aussi ça la république des copains, la reconnaissance. Ce sont des gens biens, je vous l'assure : au passage d'Hadopi 2 au Sénat (le complément pénal d'Hadopi) les sénateurs ont eu l'audace de remettre au goût du jour la surveillance des courriels. Heureusement, cela a été exclu du projet soumis au vote. Allez, juste pour l'ambiance 1984, revenons sur quelques-unes des constatations de la CNIL : « la surveillance des employés par leur employeur imposée par la loi comporte un risque de surveillance individualisée », « Hadopi pourra accéder à des données de trafic personnel, ce qui peut porter atteinte à la vie privée », « la limite entre la vie privée et la surveillance de l'Internet n'est pas clairement définie ». Le conseil constitutionnel fut saisi en mai 2009 sur 11 griefs d'inconstitutionnalité puis conclu en juin 2009 : « la libre

communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; (...) eu égard au développement généralisé des services de communication au public en ligne ainsi qu'à l'importance prise par ces services pour la participation à la vie démocratique et l'expression des idées et des opinions, ce droit implique la liberté d'accéder à ces services », « eu égard à la nature de la liberté garantie par l'article 11 de la Déclaration de 1789, le législateur ne pouvait (...) confier les pouvoirs (de restreindre ou d'empêcher l'accès à internet) à une autorité administrative dans le but de protéger les droits des titulaires du droit d'auteur et de droits voisins », « l'article L. 331-38 opère un renversement de la charge de la preuve et institue une présomption de culpabilité, en méconnaissance des exigences résultant de l'article 9 de la Déclaration de 1789 ». Certes le conseil constitutionnel s'accorda sur l'intervention d'une décision judiciaire quant à la suspension de la connexion (et non de l'abonnement dont le propriétaire doit continuer de s'acquitter) mais rappela tout de même à cette belle bande de pourris satisfaits ; des laisses du lobbying, qu'ils étaient en train de bafouer les valeurs de cette République, et par la même occasion, de ses citoyens. Il n'empêche pas moins que le mal est fait. Alors aux armes compagnons d'infortunes, tous à vos claviers.

Forcer les nouveaux péages immatériels.

Nous pourrions être amenés à croire que Hadopi est un problème typiquement français et que cela ne regarde que l'hexagone. En réalité il n'en est rien, voyez-vous, un amendement européen (dit amendement 138 ou amendement Bono du nom de son rédacteur) a fait d'Internet une liberté fondamentale européenne. Mais pour permettre l'application d'Hadopi 2, le gouvernement français a pesé de tout son poids pour en casser le sens. Dorénavant, c'est à chaque état de l'union de décider des modalités d'application d'éventuelles sanctions en cas de téléchargement dit illégal. Et l'on voit le concept d'Hadopi s'exporter dans d'autres pays de l'union. D'après un sondage de la BBC dans 26 pays, 79% des sondés considèrent l'accès à

Internet comme un droit fondamental (majoritairement dans les pays à la traine en matière de respect des Droits de l'Homme et de liberté de la presse) et la majorité s'oppose à toute régulation économique ou politique d'Internet. Considérons l'exemple de la Finlande, où l'accès à Internet est un droit effectif. Chaque finlandais se doit voir disposé l'accès à une connexion d'au moins 1 mégabits par secondes ; et 100 mbps par secondes en 2015. Il ne faudra pas se contenter de cela. Raison pour laquelle l'accès à Internet doit devenir un droit universel, si l'industrie informatique y met du sien, peut-être y trouvera-t-elle sa revanche. Un compromis de plus sur l'ardoise.



Le rôle particulier de notre génération : défendre les futures.

Maintenant vous comprenez tous pourquoi même si le journal Racailles reste à prix libre sur son support papier, il restera toujours gratuit sur Internet. Les cultures ne se défendent pas dans l'attaque des consciences en se risquant à les réduire et y développer la compétition pour de la petite ou grosse monnaie, puisque les cultures représentent de

manière intrinsèque l'essence de la Conscience (aux repères de l'individu et du maillage collectif, à l'origine des performances du tissu social humain auquel nous prenons parts). Résistons, pirates et créons (n'oubliez pas de lire l'article 'Musique Libre'). C'est maintenant que ça se joue.

Plumobek

PS : Cet article a été écrit sur Word 2010 et sous OS Windows 7, piratés bien sûr.

ACTA : prochaine étape pour contrôler l'internet.

Par Igmack Ule & Consèpe Sion

Hadopi devrait rapidement être remplacé par des armes bien plus violentes. Tenu secret durant plus de trois ans, le traité ACTA a été dévoilé au début de l'été. Il s'agit d'un traité international entre 37 pays – dont la France – pour lutter contre la contrefaçon et s'attaquant avec hargne à l'internet. Le copyright (droit d'auteur) écraserait beaucoup de nos libertés pour maintenir les hauts niveaux de revenus des grandes firmes, contrôler les contenus informatiques et limiter

la culture à sa partie la plus rentable. Les négociations devraient aboutir dans les prochaines semaines.

Beaucoup de craintes liées au secret des travaux s'étaient développées sur la Toile. On a même parlé de contrôles douaniers des contenus informatiques aux frontières, de riposte graduée et de sévérité extrême, de surveillance informatique sauvage, de coupure automatique de l'accès à l'internet, etc. Si

certaines des mesures les plus radicales n'apparaissent pas dans les négociations, on peut se douter qu'elles entreront progressivement dans nos lois d'ici quelques années. Mieux, avec Hadopi et Loppsi en France, mais aussi les lois sur l'usage de l'internet en Espagne ou en Italie, on voit que les gouvernements commencent à mettre en application le traité avant même qu'il soit signé !

Ce qui est à craindre c'est qu'au-delà du téléchargement pirate c'est l'ensemble de l'internet 2.0 qui est visé (l'auto-discipline et la censure apparues progressivement sur les blogs, les sites de partages et les réseaux sociaux le montrent déjà largement). Circulez, y a rien à voir !

La France est pauvre ! (parole de millionnaire)

En France il y aurait trop d'impôts, trop de taxes, trop de restrictions, et un grand état de pauvreté de la richesse nationale avec une dette insupportable et des services publics trop coûteux qui ne profitent qu'à des assistés. La voilà la parole des riches (et des médias qui leur appartiennent). Sans le bouclier fiscal, tous disent qu'ils partiraient. Mais qui sont-ils ces « tous » ?

Vous me croirez ou non, la France est une terre d'asile. Je ne parle pas pour les étrangers qui meurent par milliers à nos frontières et que nos lois racistes et xénophobes chassent à tout bout de champs. Je parle de ceux qui sont utiles et vertueux : nos millionnaires. En plein débat sur les retraites, le Crédit Suisse a publié LE chiffre : la France est le troisième pays au monde comptant le plus de millionnaires (en millions de dollars). Ils seraient dans notre pays, tenez-vous bien, 2,2 millions, soit 9% du total mondial derrière le Japon (10%) et surtout les États-Unis (41%) et ses 9,94 millions de millionnaires.

Au niveau mondial, les millionnaires sont 24,4 millions (0,5 % de la population) mais ils détiennent 35,6 % des richesses mondiales, soit 69 200 milliards de dollars !!! Face à eux 3,03 milliards d'humains disposent de moins de 10 000 dollars de richesse, ce qui signifie que 68,4 % de la population mondiale ne possède que 4,2 % de sa richesse.

Passée bien plus inaperçue, la publication par l'Insee des chiffres de la pauvreté en France témoigne tout autant de

qui profite de la crise et qui la subit. La France compte 7,8 millions de pauvres, dont 1/3 vit comme famille à un seul parent. Ainsi 13% de la population dispose de moins de 949 par mois pour vivre.

Deux enquêtes qui nous permettent de nous pencher sur les chiffres de l'inégalité (de revenus) en France. Les déciles (découpage de la population par tranches de 10% selon les revenus) font apparaître que les 10% des Français les plus pauvres touchent en moyenne 7 700€ par an soit 642€ par mois ; alors que les 10% des Français les plus riches touchent en moyenne 58 000€ par an soit 4 833€ par mois... 6,6 fois plus que les premiers. Pour repaire, le revenu médian, c'est-à-dire le niveau de revenu au-dessus et en dessous duquel vit la moitié des français (qui correspond au 5e décile), est de 19 000€ par an, soit 1 583€ par mois.

Voilà donc ce qu'est la confrontation de classes : d'un côté une richesse par adulte en France qui a presque triplé depuis 2000 ; de l'autre un taux de pauvreté qui stagne à près d'un Français sur 6. Le partage des richesses pour une société solidaire et une solution de financement des mécanismes de cette solidarité transparaît une fois de plus comme la première étape de la transformation sociale que la mobilisation pour les retraites que nous venons de vivre n'était que le point de départ !

Igmack Aréna



QUAND LA PRISON REND FOU ET QUE LES FOUS SONT EMPRISONNES...

C'est un petit papier du Canard enchaîné, appelé « vermine de rien », qui m'a donné envie d'écrire à propos de la prison. Le papier évoquait le cas de prisonniers de Fleury-Mérogis, qui, depuis 2 ans, se font attaquer dans leurs cellules par des punaises. L'OIP (Observatoire International des Prisons) avait protesté voilà 2 ans, auprès de la chancellerie, du ministère de la santé et des services de désinfection, pour éradiquer cette bestiole qui agresse nuit et jour les taulards. Mais pour cela, il faudrait vider la taule; et comme écrit le canard : « on en prend pas le chemin »... Du coup, les prisonniers racontent que « ça rend fou, surtout la nuit impossible de dormir ». Et forcément, depuis notre petit lit douillet, on acquiesce ! Ça doit rendre fou de se sentir vulnérable en permanence à ces petites bêtes qui mordent et vous laissent ainsi de gros boutons douloureux et prurigineux... Et c'est, entre autre, à travers ce genre de mauvais traitement, que se forment les psychoses carcérales...

TRIPLE CONTRAINTE

Mais pas besoin d'insectes pour tomber malade en prison. Les contraintes du milieu carcéral ont des effets propres et peuvent engendrer des troubles de toutes sortes, en partie liés au défaut d'interactions avec l'environnement. En effet, le cadre de la prison est celui de la contrainte. La contrainte de l'enfermement est la perte de la libre disposition de son temps et de son corps. L'espace rétréci, le temps s'allonge et le corps se meurtrit.

L'espace éprouvé au quotidien est un espace clos, fermé, qui ne peut être ouvert par l'autre (le surveillant qui détient les clés), un espace subi, figé, où l'autre fait intrusion à tout moment (l'œil comme métaphore du regard de l'autre auquel on ne peut se soustraire), un espace angoissant où domine le sentiment d'être pris au piège.

Quant à la contrainte temporelle, elle est double. A la fois quotidienne (l'emploi du temps est régi par l'organisation pénitentiaire), elle s'inscrit aussi dans le temps judiciaire sur lequel ni l'individu, ni le système pénitentiaire n'a véritablement de prise.

En ce qui concerne la contrainte du corps, celle-ci résulte des deux autres. Étriqué, le corps perd toute intimité, jusque dans ses pensées. L'impression d'être constamment surveillé, la crainte des fouilles corporelles et l'humiliante promiscuité rendent le corps

totalement dépossédé.

Ces multiples attaques peuvent effectivement le fragiliser jusqu'à la décompensation pathologique.

LE LIEN EST FAIT

Entre enfermement carcéral et pathologie mentale il y a toujours eu un lien étroit, que l'État est en train de resserrer à tout va.

Même si le nombre de détenus a également augmenté, il ne suffit pas à expliquer qu'en 15 ans, le nombre de prisonnier allant faire un séjour en HP soit passé de 100 en 1990 à 2000 en 2003.

En revanche, ce qui peut l'expliquer, c'est le fait que la durée des peines a été multipliée par 2 pendant le même laps de temps. Phénomène qui risque encore de s'aggraver avec les peines planchers...

L'État a d'ailleurs si bien joué sur ce coup-là, que cela se fait ressentir au niveau des expertises psychiatriques. Ainsi, le nombre d'irresponsabilités pénales baissent, représentant 0,45% des affaires en instruction, alors qu'on estime à 24% le nombre de personnes souffrant de psychoses en prison ! Dorénavant, quand il s'agit de « juger un fou », cela se traduit immédiatement, par un réflexe de défense sociale, qui très souvent, n'a pas lieu d'être. Cela est devenu une règle. En effet, face à cette folie porteuse d'inconnu, d'incompréhensible, et surtout d'éventuels dangers, le premier réflexe est d'enfermer. Alors qu'on pourrait ouvrir des lieux adaptés, mettre du personnel qualifié pour accompagner, écouter, soigner, bref créer des alternatives à cet enfermement banalisé...

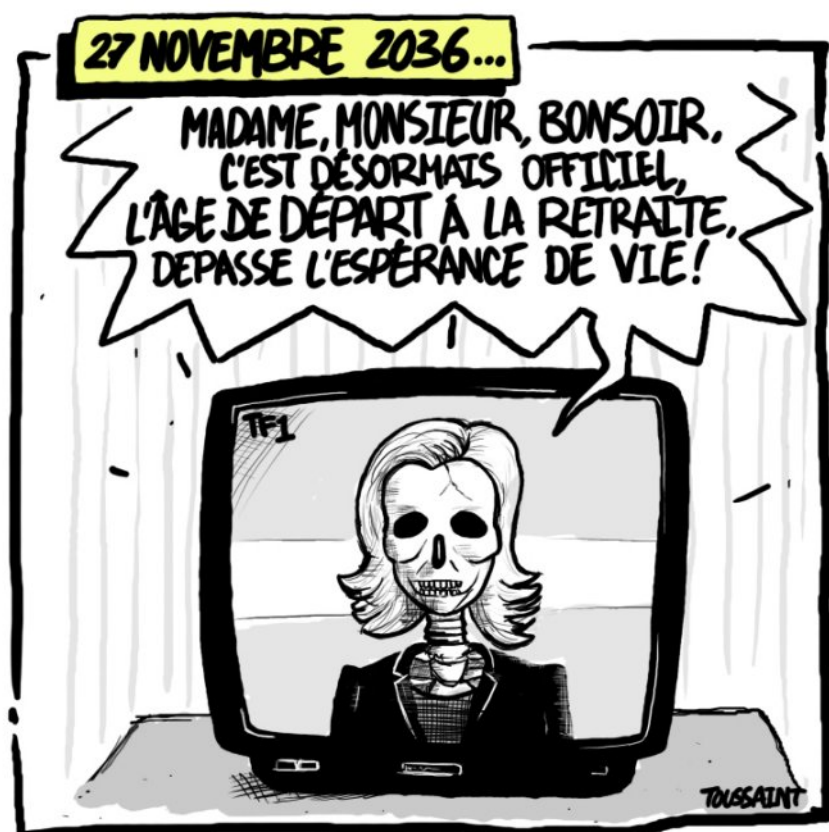
Toujours est-il que le déplacement des malades mentaux de l'hôpital vers la prison, que ce soit pour leur responsabilisation (totale ou atténuée), leur précarisation ou leur criminalisation (comparution immédiate pour petit délit ou même comportement relevant du trouble de l'ordre public), est un fait.

Et ce fait est grandement inquiétant, car la façon qu'une société a de prendre en charge ses fous, est à la fois un indicateur de solidarité et une marque de son régime politique. Ainsi, en France, au début du 21ème siècle, le constat est clair. La solidarité décline, et le régime politique tend vers le totalitarisme.

De le savoir c'est bon, d'agir contre c'est mieux.

Lion B.

Racailles - n°59 - Lundi 15 novembre 2010 - p. 10



A quoi vont servir les caisses de grève ?

Les caisses de grève, moyen de solidarité et de résistance organisé par les personnes en grève, vieux outil de lutte ressurgi au sein du mouvement contre la réforme des retraites par le biais de la mouvance radicale, s'est imposé dans ce combat et va certainement s'installer dans la durée au sein des luttes sociales, ce qui n'est pas pour nous déplaire...

Mais à quoi vont servir les caisses de grève ? Cette question étrange se pose un peu trop dans les syndicats et milieux militants, maintenant que la mobilisation sur les retraites semble terminée pour beaucoup. Par exemple, que va-t-il être fait de la caisse rassemblée lors du concert de soutien aux grévistes au cargo ? D'autres caisses

amassées à droite à gauche ? Sachant que de nombreux travailleurs refusent de ponctionner dans ces caisses.

Mais à repartir en grève bien sur !

Il faut continuer ce mouvement de solidarité, continuer d'amasser un trésor de guerre sociale afin d'être prêt à partir dans un nouveau mouvement, continuer de profiter du soutien massif de l'opinion publique et organiser de nouvelles caisses. Comme cela, la prochaine fois, nous serons prêts ! Prêts à affronter un mouvement long et certainement plus fructueux.

Alors allez-y, faites tourner les caisses !

Journalistes indépendants

Imaginez un Président de la République (dont la peur pour ma vie et pour mes effets personnels m'empêche de citer le nom) qui s'aperçoit, après de multiples opérations de nettoyage, de multiples stratagèmes politiques, qu'il existe encore des journalistes libres est indépendants dans son pays. C'est 8 ans de sa vie qui s'envolent comme ça d'un coup le jour où *Le Canard Enchaîné* et *Médiapart* révèlent une histoire concernant des financements plus ou moins frauduleux de sa campagne électorale et la mise en cause d'un de ses principaux collaborateurs (que nous nommerons dans cet article monsieur W).

Ce même collaborateur est le principal acteur de ce qui doit être la plus grande réforme du mandat de ce président bien connu de tous : la réforme des retraites.

Première réaction des intéressés : démentir ces accusations qui sont comme chacun le sait « *complètement farfelues* ». Qui en effet pourrait croire des journalistes du *Canard enchaîné* et de *Médiapart*, une bande de gauchistes ayant pour seul but de déstabiliser le président et monsieur W avant la réforme des retraites ?

Malheureusement pour eux l'histoire apparaît beaucoup moins « farfelue » à d'autres journaux et plus précisément à des journaux moins connus comme tapant dans « l'anti-présidentialisme primaire » : *Le Monde* et *Le Point* qui regroupent bientôt des preuves et des fichiers compromettants pour monsieur W.

Une telle affaire est intolérable, notre président s'en va crier partout : « Qui a osé laissé subsister dans MON pays des journalistes qui font leur travail correctement et vont à la recherche de la vérité ? »

Je ne peux au demeurant que m'associer à sa douleur. Il est au plus bas dans les sondages, sa réforme des retraites est fortement rejetée par les Français qui descendent massivement dans la rue et en plus il pèse sur lui et son ministre des soupçons de trafic de légion d'honneur,

d'encouragement à l'abus fiscal (par ailleurs tant combattu)... Tous ça à cause de journalistes ayant survécu à la « fayotisation » de cette profession. Non, c'en est trop, cela doit cesser. Notre président doit réfléchir et doit le faire vite. Cela, il en a l'habitude.

« Eureka » se dit il aussitôt : « Je vais faire cambrioler les ordinateurs des journalistes de *Médiapart*, du *Monde* et du *Point* ! »

Première vague dans la nuit du 7 au 8 octobre : Deux ordinateurs portables sont dérobés dans les locaux de *Médiapart*. Seconde vague le jeudi 21 octobre : l'ordinateur portable d'un journaliste du *Point* est volé dans les locaux du journal et celui d'un journaliste du *Monde* à son domicile même. Un seul point commun entre ces trois vols, les objets dérobés contenaient tous des informations sur les actions mystérieuses de monsieur W.

Quelle idée géniale ! Et surtout discrète. Je défie quiconque lira cet article (à moins qu'il ne soit doué comme moi d'une mauvaise foi extrême) de penser une seconde que le Président ait pu ordonner un tel acte. C'est impossible voyons, résonnons-nous, c'est le Président quand même !

Qui est donc le coupable ? Encore un coup des gauchistes pour que le Président soit accusé a tort ! Peut être. A moins que cela soit un coup des terroristes d'Al Qaida et de leur terrifiant chef Ben Laden qui veut fabriquer une bombe avec les ordinateurs. On verra bien si l'enquête qui ouverte aboutit un jour (il n'y a aucune raison d'en douter) en attendant, nous n'avons plus qu'à rire... jaune évidemment !

A.G

PS : Je tiens à préciser que cet article est complètement fictif et ne prend sa source dans aucun fait actuel et que les personnages cités ne sont que purs produits de mon imagination.

La République française présente : Le Paillason Droits de l'homme



Grâce à lui, accueillez comme il se doit
votre hôte chinois...

Et à vous les contrats !!!

A la page

A ch' val, Kéké, v'là les indiens !
T'as cru quoi, qu' c'était la fête ?
Qu'il suffirait d' piocher dans nos têtes, avec ton pic en poils de blaireaux.
Tu nous connais pas, ça s' voit bien...

Des mots, on en a des tonnes et c'est les nôtres.
Des pamphlets bien sonnés sur d' la dynamite
On peut t'en r'mettre des kilomètres au compteur et tous les jours, vois-tu !

Quand tu veux, pov' Con !
Oui, mais avec un grand C, on te l'accorde !

On en a encore plein sous la pédale,
Bien vivants, et contre ça tu peux rien, Nada !
Les fantômes, nos bras les renvoient d'où ils viennent, chez les morts.

Et les réformes peuvent passer en silence, on nous mettra pas tout d'suite dans du
[chloroforme, pas d' chance.

Mort aux morts !
Pour l'accent.

Let' s rock !
Droit devant.
On t'indique le ch'min, on est cool avant d' s'énervier.

Hé Kéké, faut r' monter sur ton ch' val et tracer vite, avant que ça n' te rattrape.
Ben ouais, les antécédents, qu'est-ce que tu veux...
C'est pas bien joli tout ça.

Qu'est-ce qu' t'as cru ?

Qu'on allait r'tourner dans nos classes, compter les moutons ?
Où tu vas, pépère ?

Si t'as rien de mieux à proposer, ben faut pas rêver les yeux ouverts, regarde nous quand on
[t'cause !

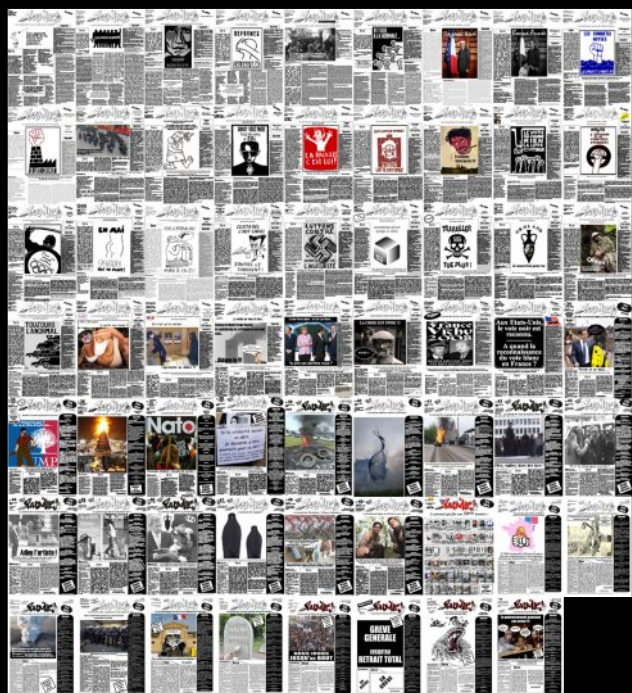
T'es dans l' flou, là.
Passe ton chemin, tu sais mm pas de quoi tu parles.
Tu dois pas t' souv'nir de ta jeunesse ni des codes d'honneur,
Ni des valeurs de base,
T'as du vieillir trop vite à l' ENA

Fais gaffe, on pourrait t'apprendre à faire du ch' val...
En Amazone et à cru,
Si on s' fâche,
Qu'on s' retrouve tous dans la rue,
Puisqu'on s' ra tous à la ramasse en sortant du bahut,
S' pourrait qu'on s' fâche sal'ment
Qu'on batte pas en retraite si facil'ment.

Nada

Racailles - n°59 - Lundi 15 novembre 2010 - p. 11

Bientôt disponible pour les fêtes :
La compil' de tous les numéros de Racailles !!!
Passez commande à : red-racailles@no-log.org



Soutenons la Maison de la grève rennaise !

Station République, face à la Poste, sur ta gauche, tout droit pendant 10 minutes, et tu verras la banderole.

C'est comme ça que l'on m'a indiqué le chemin. Pas difficile à trouver cette "Maison de la Grève" à Rennes. Mais c'est quoi au juste ? C'est un lieu ouvert légalement par quelques activistes rennais au cours du mouvement sur les retraites. Il n'y a pas de changement sans transgression, et à l'illégalité du lieu opposons sa légitimité ! Ces anciens locaux de la CFDT offrent des espaces d'organisation et de vie collective aux individus et orgas en lutte. L'AGI (Assemblée Générale Interpro) y tient ses réunions regroupant salariés, chômeurs, étudiants, lycéens, syndiqués ou non. Des réunions, des débats, des projections, des concerts, des bouffes, des permanences syndicales... y sont également organisés. Ce lieu par et pour les gens en lutte offre d'extraordinaires possibilités logistiques

pour maintenir une activité et une réflexion de façon autonome. La mairie veut expulser. La réponse doit être collective. Une pétition en ligne circule sur le net : http://www.petitionduweb.com/Soutenons_la_Maison_de_la_Gr_egrave_ve_de_Rennes-8223.html (ou vous tapez pétition maison de la grève sur un moteur de recherche et vous trouverez).

Des pétitions manuscrites ont déjà été ratifiées à Rennes par diverses organisations syndicales, des commerces, des lieux associatifs. Ce soutien est essentiel, ils en ont besoin. Ces pétitions doivent permettre de montrer que les gens de la Maison de la Grève ne sont pas seuls et isolés. Rennes c'est pas loin, allez y faire un tour, ça vaut le coup d'oeil et ça donne des envies...

la Girafe

La culture, c'est comme les confitures...

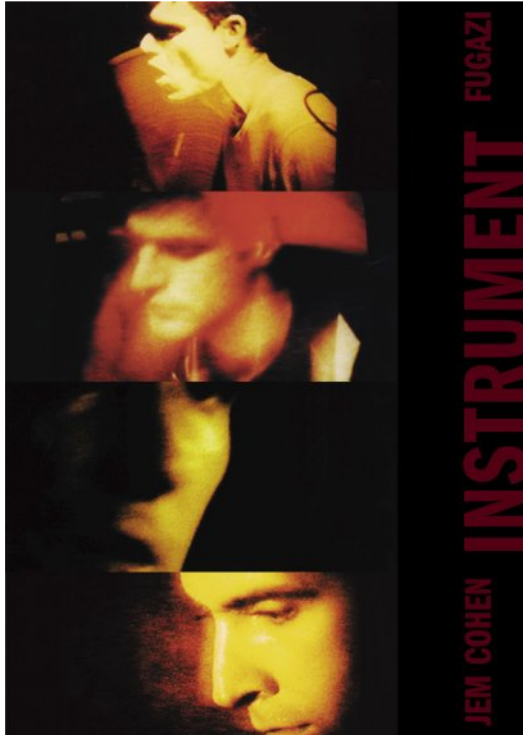
«Instrument» où quand le documentaire musical touche au divin.

Grande joie pour votre serviteur lorsque la semaine dernière, au Café des Images était organisée la soirée #1#1#1#1, une soirée thématique sur les approches artistiques alternatives par le biais du film documentaire. Et mon petit cœur ne fit qu'un bond lorsque j'ai su qu'une projection de *Instrument - Ten Years With The Band Fugazi* documentaire de 1998 était prévu. Fugazi? Quoi qu'est-ce? Derrière l'acronyme «Fucked Up Got Ambushed, Zipped In» utilisé par les GI durant la guerre du Vietnam que l'on peut traduire par «Suis foutu, pris en embuscade, ne peux plus sortir», se cache l'un des groupes phares de la scène underground américaine des années 1980-1990. Fugazi est un groupe qualifié de post-hardcore/noise mais qui mélange aussi des sonorités plus expérimentales.

Ce qu'il y a de bien avec Fugazi c'est que c'est l'un des trop rares exemples de groupes qui réussissent à être très connus tout en restant dans l'éthique du DIY, le Do It Yourself. En effet, le groupe est toujours resté sur des labels indépendants (notamment le très bon label Dischord), travaillant dans le studio aménagé dans une maison de famille, donnant des concerts de soutien dans des centres de détention ou des manifestations contre la guerre du Golfe. Et surtout, fidèle à ses principes, le groupe n'a jamais fait payer plus de 10 dollars l'entrée des concerts ou ses albums, et n'a jamais vendu de tee-shirts ou de produits dérivés.

Instrument, documentaire de Jem Cohen, est un film passionnant de deux heures qui retrace les 10 premières années du groupe. Des premières dates dans leur ville de Washington DC en 1987 à la tournée mondiale de 1997, tout y est. Ce film mélange donc habilement des extraits de concerts, d'interviews, de backstage, des images de studio, des moments de l'intimité du groupe.

Jem Cohen nous fait ainsi partager quelques moments forts vécus au cours de multiples concerts (la caméra étant pratiquement toujours située sur scène) avec des images en noir et blanc, sépia ou couleurs, qui collent parfaitement à la musique. On découvre un groupe au charisme impressionnant, les quatre musiciens étant complètement en fusion les uns avec les autres (parfois en transe comme on le voit avec certaines prestations chamaniques de Picciotto), mais aussi avec leur public, au sein d'une musique puissante et habitée. On est bien loin des shows désincarnés de certains artistes qui enchaînent leur setlist, disent bonjour, merci et au revoir et repartent dans leur loge. Outre les contorsions impressionnantes de Picciotto, on y voit aussi Ian MacKaye éjecter un garçon du public complètement défoncé cognant joyeusement sur ses voisins. On assiste aussi aux moments avant et après les concerts, où on voit



les membres du groupe en train de faire les comptes, de préparer et ranger le matériel, de leur moments passés au calme dans la chambre de l'hôtel ou dormir à même le sol dans un coin de salle. Cohen, met donc vraiment en avant, tout au long de ce documentaire, ce qui fait toute la particularité de Fugazi : non seulement sa très grande intégrité mais aussi sa totale indépendance. Ce film ne cherche donc pas à retransmettre un concert enregistré dans des conditions impeccables, et tant mieux, car les passages de concerts sont tout simplement géniaux, mais permet plutôt de découvrir ou de mieux comprendre dans quel état d'esprit évoluait le groupe. Seul petit bémol pour ce documentaire, il n'est pas sous-titré, ce qui rend la compréhension un peu difficile par moments.

Pour mieux connaître Fugazi, le téléchargement sur le web ou des petits achats sur le site du label indépendant Dischord: <http://www.dischord.com/>.

Deux livres aussi pour découvrir ou redécouvrir Fugazi, mais pas que, «*Our Band Could Be Your Life: Scenes from the American Indie Underground 1981-1991*» de Michael Azzerad, un essai sur les groupes undergrounds américains ou le livre de Mark Andersen et Mark Jenkins, «*Dance of Days: Two Decades of Punk in the Nation's Capital*».

JMM



La « crise de l'industrie musicale » semble être ces derniers mois un sujet de plus en plus important au sein du gouvernement. Le ministre de la culture, Frédéric Mitterrand, dans son discours du 28 octobre, ne se sentait pas le besoin de « rappeler devant [nous] la crise traversée par l'industrie musicale, ni ses conséquences sur la diversité de la production de contenus musicaux et le renouvellement de talents ».

Dans un premier temps, rappelons que cette crise concerne essentiellement la production physique de CD et de DVD, où les chiffres de ventes baissent depuis 2006. Ceci semble logique, les supports changent et évoluent rapidement: après les cassettes, les minidisques, les CD, voilà internet, et le danger du piratage. Rappelons au passage qu'à l'époque des cassettes, on enregistrerait la musique à la radio pour la réécouter, et qu'on copiait les CD avant d'avoir nos premiers modem internet, et les magasins ne nous ont jamais menacé de nous retirer nos radios et nos ordinateurs. Maintenant, télécharger la musique illégalement, c'est-à-dire enregistrer la radio avec ses cassettes ou copier le cd de son voisin, peut engendrer la suspension de sa connexion internet. Ceci étant dit, le ministère de la culture veut inciter le public à acheter légalement sur internet: il nous propose donc la carte musique: pour 25 euros, 50 euros de téléchargement musical légal, une offre valable pour les 12-25ans. Oui, car comme vous le savez, quand on a dépassé les 25 ans, soit on est riche, soit on a arrêté d'écouter de la musique. Bref, tout ceci est une belle et grande arnaque, car le téléchargement ne tue pas la musique, il la fait vivre.

En effet, comme cité plus haut, le ministre de la culture ne nous rappelle pas les conséquences de la crise de l'industrie musicale « sur la diversité de la

production de contenus musicaux et le renouvellement des talents ». Permettez-moi donc de le faire à sa place. Il existe deux grandes classes de labels: les major, il y en a 4: Sony Music, Universal Music, EMI, Warner, et les labels indépendants, extrêmement nombreux. Et bien la crise de l'industrie musicale, c'est à dire internet et le principe du téléchargement, a engendré la création d'une troisième classe de labels, les netlabels (ou web labels). Le principe de ces labels est la mise en ligne d'un catalogue musical similaire à celui d'un label indépendant, mais dont les productions sont proposées en téléchargement légal et gratuit, sous la licence creative commons, une licence libre qui autorise la diffusion et l'utilisation de l'œuvre à l'infini, sauf à des fins commerciales. Ces netlabels fleurissent sur la toile, devenant de véritables sources de nouveautés musicales. Voici une liste non exhaustive de quelques catalogues de netlabels à consulter : dustedwax.org, netlabel.freezeec.com, 12rec.net, ou des sites internet de chroniques spécialisées comme netlabelsrevue.blogspot.com. Alors oui le principe du téléchargement a influé positivement sur la diversité de la production et le renouvellement des talents musicaux.

Donc monsieur le ministre, gardez votre carte musique et laissez notre curiosité et nos nouveaux outils nous permettre de découvrir de nouveaux horizons musicaux. Quant aux artistes que vous défendez, ils auront toujours le même plaisir de jouer devant leur public et de sentir la véritable passion de la musique, celle du partage des concerts, et ne vous inquiétez pas pour eux, car cela ne se télécharge pas.

Gabriel L.

Le dessin qui a failli faire la une :



Où se procurer Racailles ?!?

Bar de la Fac / Kitsch' Café / La Parenthèse (campus 1) / Cinéma Lux / Le Niouzz / La Napolitaine Pizza (rue de Geôle) / Brasserie du théâtre / 8 à huit (rue de Bayeux) / Maison des Solidarités (quai de Juillet)... / Au marché noir / Dans les poubelles du préfet
Et surtout dans la Rue !

Attention :
lire et écrire développe la
pensée critique.